

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 30-2024-07-032**

– complémentaire à l'arrêté préfectoral n°79-011Vv du 15 juin 1979  
– réactualisant les dispositions applicables en cas de période de sécheresse  
applicables à la société CSP PARIS FASHION GROUP pour l'exploitation de son usine  
située sur la commune du Vigan

**Le Préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

- VU** la directive n°2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU** la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- VU** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les articles L. 211-3, L. 216-4 et R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- VU** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- VU** le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- VU** le décret du 2 mars 2023, nommant Mme Anne LEVASSEUR, inspectrice hors classe de l'action sanitaire et sociale, sous-préfète du Vigan
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté n° 30-2024-05-06-00004 du 6 mai 2024 donnant délégation de signature à Mme Anne LEVASSEUR, sous-préfète de l'arrondissement du Vigan ;

- VU** l'arrêté cadre départemental n°30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°79-011Vv du 15 juin 1979 autorisant la société COGETEX à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'articles chaussants sur le territoire de la commune du Vigan ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°96-005Vv du 6 mai 1996 complémentaire à l'arrêté préfectoral n°79-011 Vv du 15 juin 1979 relatif à la manufacture textile d'articles chaussants sur le territoire de la commune du Vigan ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°0209-062 du 30 septembre 2002 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°79-011Vv du 15 juin 1979 autorisant la société COGETEX à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'articles chaussants sur le territoire de la commune du Vigan ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°1011087 du 16 novembre 2010 prescrivant à la société TEXTILES WELL une étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau ;
- VU** le récépissé de déclaration n°15-002V du 8 juillet 2015 actant le changement d'exploitant, la société TEXTILES WELL ayant été absorbée par voie de fusion par la société mère CSP PARIS FASHION GROUP ;
- VU** les éléments de réponse relatifs aux dispositions applicables en période de sécheresse transmis par la société CSP PARIS FASHION GROUP par courrier daté du 8 avril 2024 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 juin 2024 qui fait suite à la visite d'inspection réalisée sur le site de la société CSP PARIS FASHION GROUP le 20 juin 2024 dans le cadre de l'action nationale 2024 « sécheresse » ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le 2 juillet 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** le courriel du 22 juillet 2024 de l'exploitant faisant part de l'absence d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral ;
- CONSIDÉRANT** que la société CSP PARIS FASHION GROUP est autorisée par arrêté préfectoral n°79-011Vv du 15 juin 1979 susvisé à exploiter sur le territoire de la commune du Vigan une activité de fabrication d'articles chaussants au titre de la législation sur les installations classées ;
- CONSIDÉRANT** que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;
- CONSIDÉRANT** qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique doivent donc être prises ;
- CONSIDÉRANT** les prélèvements de l'établissement sont réalisés au sein de la zone 8b « Arre de sa source à sa confluence avec l'Hérault » ;
- CONSIDÉRANT** l'arrêté cadre départemental n°30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard définit les niveaux d'alerte, les secteurs hydrographiques et les mesures de limitation, restriction ou suspension des usages de l'eau en cas de crise sécheresse afin de permettre un accès à l'eau équitable entre usagers ;
- CONSIDÉRANT** que cet arrêté définit en annexe 6 les mesures minimales de restrictions des usages de l'eau pour les installations classées pour la protection de l'environnement, ;

**CONSIDÉRANT** que le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de juin 2021 prévoit que pour les installations industrielles soumises à la réglementation ICPE il convient de privilégier la prescription de mesures de restrictions d'eau spécifiques à chaque activité, en évitant la prescription de réduction chiffrées et en prévoyant des mesures proportionnées aux différents niveaux de gravité de la crise sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise) ;

**CONSIDÉRANT** que des actions de réduction de la consommation d'eau de la teinturerie ont été mises en œuvre depuis 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que les actions menées ont permis de faire diminuer le ratio volume d'eau prélevée par tonne de produits teints de 25 % depuis 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que suivant les éléments du courrier du 8 avril 2024 susvisé, la consommation d'eau annuelle du site varie entre 18 630 m<sup>3</sup> et 28 998 m<sup>3</sup> entre 2017 et 2023 en fonction de la quantité de produits teints ;

**CONSIDÉRANT** que le ratio volume d'eau prélevée par tonne de produits teints est de 83 m<sup>3</sup>/t en moyenne sur les 7 dernières années ;

**CONSIDÉRANT** qu'en conséquence il est nécessaire de compléter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°79-011Vv du 15 juin 1979 susvisé afin de prendre en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 et de l'arrêté cadre départemental sécheresse du 24 mai 2023 susvisés ;

**SUR** proposition de Madame la sous-préfète du Vigan ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Bénéficiaire**

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société CSP PARIS FASHION GROUP sur son site industriel situé sur le territoire de la commune du Vigan sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

### **Article 2 – Prélèvements d'eau autorisés**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau. En particulier, le ratio de référence des quantités totales d'eaux prélevées par tonne de produits teints est limité à 86 m<sup>3</sup>/t en moyenne sur l'année.

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.

En tout état de cause, lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, soit la **zone 8b « Arre de sa source à sa confluence avec l'Hérault »**, les dispositifs de mesure totaliseur de la quantité d'eau prélevée sont relevés quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.

L'exploitant anticipe et programme les opérations les plus consommatrices d'eaux afin de les réaliser, lorsque cela est possible, en dehors des périodes identifiées comme sensibles au regard de la ressource en eau disponible.

En particulier, les opérations de nettoyage ou de remplissage d'équipements prévisibles sont réalisées en amont de la période estivale.

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressources utilisées	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Zone d'alerte	Prélèvement annuel autorisé (*)	Débit de prélèvement journalier (*)			
					Niveau de gestion sécheresse			
					Normal ou Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Ruisseau Le Coularou affluent de la rivière L'Arre	L'Arre	FRDR173a	<u>Zone 8b</u> Arre de sa source à sa confluence avec l'Hérault	25 000 m <sup>3</sup>	<u>Débit moyen sur 5 jours de production</u>			
					100 m <sup>3</sup> j	95 m <sup>3</sup> j	90 m <sup>3</sup> j	75 m <sup>3</sup> j

(\*) hors eau à usage sanitaire destinée au personnel, hors usage lié à la lutte contre un incendie et hors impératifs sanitaires (Tours aéroréfrigérantes)

Les réductions mentionnées ci-dessus sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.

### Article 3 – Plan d'actions en situation de sécheresse

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement, soit la **zone 8b « Arre de sa source à sa confluence avec l'Hérault »**.

Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site VigiEAU à l'adresse suivante : <https://vigieau.gouv.fr/>

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

Les mesures d'urgence à mettre en œuvre sont les suivantes :

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau	Mesures spécifiques ICPE cumulatives de niveau en niveau
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Information du personnel sur le dépassement du seuil de vigilance</li> <li>Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau</li> <li>Limitations volontaires des usages de l'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation du personnel au travers de communication en réunion d'équipe</li> <li>Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'usine</li> </ul>

<p><b><u>Alerte</u></b></p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre, si nécessaire, d'un programme de renforcement de la surveillance de la qualité des rejets aqueux</li> <li>• Adaptation du programme de production avec :             <ul style="list-style-type: none"> <li>– report des opérations des teintures les plus consommatrices d'eau</li> <li>– diminution du nombre de savonnage</li> </ul> </li> </ul> <p>→ Réduction maximale estimée de 5 m<sup>3</sup> d'eau par jour</p>
<p><b><u>Alerte renforcée</u></b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interdiction d'arroser les pelouses et espaces verts</li> <li>• Interdiction de l'alimentation des points d'utilisation d'eau d'agrément excepté en circuit fermé</li> <li>• Interdiction des tests des poteaux incendie et des purges des réseaux d'eau, hors opération imprévue nécessaire à la garantie de la sécurité des installations</li> <li>• Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique</li> <li>• Usage exclusif de balayeuses/lessiveuses pour le nettoyage des sols des ateliers ou voiries, hors nettoyage particulier et imprévu nécessaire pour garantir la sécurité et la salubrité publique</li> <li>• Report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées (opérations de nettoyage à grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique</li> <li>• Relevé quotidien des compteurs d'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mesures définies pour le niveau d'alerte</li> <li>• Mise en œuvre du programme de renforcement de la surveillance de la qualité des rejets aqueux, défini au niveau d'alerte</li> <li>• Définition des éventuelles installations qui devront réduire leur marche de fonctionnement (plages horaires, cadence...)</li> <li>• Définition des modifications à apporter au programme de production en privilégiant les opérations les moins consommatrices d'eau</li> </ul> <p>→ Réduction maximale estimée de 10 m<sup>3</sup> d'eau par jour</p>
<p><b><u>Crise</u></b></p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rondes journalières pour détecter toute fuite</li> <li>• Actions immédiates pilotées en réunion opérationnelle quotidienne en cas de dérive</li> <li>• Le cas échéant, application des directives préfectorales pouvant aller jusqu'à l'arrêt en sécurité des lignes de production</li> </ul> <p>→ Réduction maximale estimée de 25 m<sup>3</sup> d'eau par jour</p>

#### Article 4 – Document spécifique sécheresse à mettre en place dès le seuil d'alerte

Lors de chaque atteinte du niveau de gestion sécheresse en « alerte », déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements, l'exploitant met en place un document spécifique sécheresse maintenu en permanence à jour et à disposition de

l'inspection, présentant les actions de réduction menées et les gains obtenus.

Lors du franchissement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai maximal d'une semaine, un document spécifique « sécheresse » comportant :

- les éléments justificatifs des actions de réductions menées depuis le déclenchement du seuil « alerte » et des gains de réduction obtenus ;
- les volumes journaliers d'eau prélevés en précisant et différenciant les différentes sources de prélèvement (réseau eau potable, milieux eau superficielles, milieu eaux souterraines, autres...);
- le volume d'eau journalier moyen prévisionnel prélevé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours ;
- le cas échéant, les difficultés prévisibles si la période de restriction perdure.

Ce document est ensuite mis à jour et transmis chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées hebdomadairement.

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

## **Article 5 – Bilan**

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents,
- les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

## **Article 6 – Sanctions administratives**

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

## **Article 7 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 8 – Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse : <https://www.georisques.gouv.fr/dossier/installations>

#### **Article 9 – Exécution**

La sous-préfète du Vigan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie, le directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard et le maire du Vigan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CSP PARIS FASHION GROUP

Le 25 JUL. 2024

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète du Vigan,

Anne LEVASSEUR.